



# Sources Nouvelles

[www2.irc.nl/source/lgfr/index.php](http://www2.irc.nl/source/lgfr/index.php)

Avec la coopération de



## L'IRC retourne à la Haye

L'IRC déménage de nouveau. Après près d'une décennie passée à Delft, à partager un immeuble avec l'Institut de l'éducation à l'eau de l'UNESCO (UNESCO-IHE), l'équipe de l'IRC retourne à la Haye en décembre 2008. La Haye est la ville où l'IRC était basé jusqu'à avril 1999. Ce déménagement conduit l'organisation près de la gare centrale de la Haye et des principaux ministères. Toutefois, l'IRC reste dans le même bâtiment que plusieurs autres acteurs importants du secteur.

Veuillez noter nos contacts à partir du 1er janvier 2009 :  
Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC), Bezuidenhoutseweg 2,  
2594 AV La Haye, Postbus 82327, 2508 EH La Haye  
Tél. : +31 (0)70 3044000, Fax : +31 (0)70 3044044

Le déménagement est devenu nécessaire à cause des besoins d'expansion de l'hôte de l'UNESCO-IHE à Delft. Cependant, l'IRC partagera un bâtiment avec cinq autres organisations importantes du secteur qui ne peuvent pas non plus rester à Delft :

- le Partenariat de l'eau des Pays Bas ;
- Akvo.org ;
- le Programme coopératif de l'eau et du climat ;
- Partenaars voor Water ;
- Match plus (conférence et événements).



Garçon de robinet Typy au Malawi, Foto Petra Brusee

## Ghana : les candidats aux présidentielles interviewés à la radio sur l'assainissement aux heures de grande écoute à la radio

Les candidats à l'élection présidentielle ghanéenne prévue pour décembre 2008 ont répondu à des questions à la radio aux heures de grande écoute. Les entretiens portaient sur les actions qu'ils adopteront pour l'assainissement au cas où ils seront élus.

Ils ont répondu tour à tour aux questions à l'émission matinale de Joy FM Super pendant trois jours, du 23 au 26 septembre 2008. La plateforme des médias connus aussi comme "Le porte-drapeaux de l'assainissement environnemental" étaient grâce à une coalition d'ONG de l'eau et de l'assainissement dans le pays.

Chaque jour, un des candidats était soumis à une série de questions pour évaluer son niveau de compréhension de l'état actuel de l'assainissement et son engagement à traiter les problèmes y afférant. Ces programmes radiodiffusés s'intéressaient également à :

- leur appréciation personnelle de la question de l'assainissement au Ghana ;
- comment ils entendent donner la priorité à l'assainissement en même temps que d'autres secteurs aussi

importants que la santé, l'éducation, l'énergie, l'agriculture ;

- ce qu'ils feraient de manière différente pour assurer que le Ghana réalise l'OMD en matière d'assainissement.

### *Influencer les manifestes de campagne présidentielle*

L'émission radio a permis aux candidats de mettre en exergue l'assainissement (et l'eau) dans leurs manifestes de campagne présidentielle. La coalition des ONG vise à influencer le prochain président, pour qu'il s'engage en faveur de l'assainissement et pour permettre au peuple du Ghana de tenir le prochain gouvernement responsable des promesses pour résoudre les problèmes y relatifs, notamment la mise à disposition de latrines.

Cette activité fait partie de la campagne marquant l'Année internationale de l'assainissement (2008) organisée par la Coalition des ONG locales de l'eau et de l'assainissement (CONIWAS) et d'autres membres de la Coalition mondiale de la campagne End water poverty.

Source : *Le prochain Ghana WASH news* N° 1, octobre 2008, Réseau des centres de ressources

## Nouvelles

### Informations thématique, page 1-3

- Ghana : les candidats aux présidentielles interviewés à la radio
- Selon l'Université de l'ONU, la mise à disposition de toilettes . . .
- La campagne pratique fait du savon . . .

### Nouvelles du GWA, page 4-5

- Le Kyrk-Kyz ou les filles de l'Ouzbékistan

### Nouvelles du Cap-Net, page 6-7

- Le renforcement des capacités au Cambodge
- L'exposition brésilienne . . .

### Nouvelles de l'IRC, page 8-11

- Indonésie : les communautés veillent à leurs propres ressources
- Honduras : les techniciens d'appui à l'eau
- IRC 2000-2008 : plus de cadrage sur les questions de durabilité

### Nouvelles du CREPA, page 11-12

- Le lancement de WASHCost Burkina Faso
- Projet SADIEau : vers une mise en place des points focaux

### Resources et Evénements, p. 12

Avec des contributions de GWA, Cap-Net et CREPA



## Résumé des résultats de l'enquête sur « Sources Nouvelles »

Le Centre International de l'eau et de l'assainissement (IRC) publie en collaboration avec le CREPA et l'association H2O (France) un bulletin mensuel « Sources Nouvelles (SN) » [[www.fr.irc.nl/page/14434](http://www.fr.irc.nl/page/14434)] sur les questions liées à l'eau et à l'assainissement. En vue d'améliorer le contenu de ce bulletin et satisfaire le besoin en information des lecteurs, un questionnaire leur a été adressé. L'enquête a touché plus de 1 700 personnes. Quarante-seize (96) personnes de diverses catégories socioprofessionnelles y ont répondu.

Le questionnaire visait à identifier les régions où travaillent les enquêtés, leurs catégories socioprofessionnelles et à les interroger sur le fond, la forme, les rubriques du bulletin, etc.

Les personnes y ayant répondu travaillent pour la plupart en Afrique subsaharienne. Ils sont en grande majorité satisfaits de la forme et du fond du bulletin. Cependant, ils souhaitent que les rubriques « leçons d'expériences » et « Afrique Subsaharienne » soient renforcées.

Certains émettent le vœu que l'équipe de rédaction de SN traite davantage les informations de la sous-région d'Afrique francophone de l'ouest et du centre, afin d'en tirer les leçons ou tout simplement, parce qu'il s'agit de leur zone de service ; par contre, d'autres estiment que les questions d'eau et d'assainissement sont si importantes dans tous les pays en voie de développement qu'il ne serait pas logique d'accorder une priorité à une région donnée.

Cette enquête marque la volonté de l'équipe de rédaction de Sources Nouvelles d'améliorer le bulletin. Par conséquent, les suggestions des lecteurs seront, dans la mesure du possible, prises en compte dans les prochains numéros. Un formulaire en ligne associé à l'enquête a également permis d'enregistrer d'autres abonnements. Dès et déjà, une nouvelle mise en page du bulletin sera proposée en début d'année. Il pourra être lu en texte, en html, etc.

Marie Quenum/Kangambega ([mquenum@yahoo.fr](mailto:mquenum@yahoo.fr)) Pour toutes informations complémentaires, contacter : Mme Kabou Kambou/Kadio, ([kadio.kabou@reseaucrepa.org](mailto:kadio.kabou@reseaucrepa.org)), spécialiste en gestion de l'information au CREPA Siège

## La discussion sur l'assainissement peut sauver des vies

Si l'on recensait une liste de choses dont personne ne voudrait en parler, l'excrément humain se situerait en première position ; c'est dire que c'est un sujet difficile. Malheureusement, notre aversion à discuter des toilettes empêche de faire des échanges importants sur l'assainissement. (...)

Puisque les tabous ont toujours tourné autour de l'excrétion humaine, on en parle habituellement à travers des euphémismes. Nous chassons nos déchets tellement facilement que nous n'y pensons pas ; et c'est un problème, selon Rose

George, auteur britannique du nouveau livre "La grande nécessité : le monde innommable des déchets humains et pourquoi c'est important", cité dans The Ottawa Citizen, du 21 octobre 2008.

« Même les organisations de la santé n'aiment pas parler dans les détails nécessaires de ces questions. Les professionnels de la santé publique parlent de maladies liées à l'eau, mais c'est un euphémisme de la vérité » écrit Mme George, « ce sont des maladies liées à la merde ».

Source: Wash Resources News, 8 Octobre 2008

## Selon l'Université de l'ONU, la mise à disposition de toilettes et d'eau potable est le chemin incontournable pour aller vers la réduction de la pauvreté dans le monde

Le simple fait d'installer des toilettes où il le faut et la mise à disposition d'eau potable feraient plus que mettre fin à la pauvreté écrasante et améliorer la santé dans le monde, selon une analyse publiée [19 octobre 2008] par l'Université des Nations unies - Réseau international de l'eau, de l'environnement et de la santé (UNU-INWEH). Le rapport a été repris par Reuters et a fait l'objet de titres du Financial Times, du Guardian en Grande Bretagne et de Nos Teletekst et de la NRC Handelsblad aux Pays Bas.

L'analyse indique qu'une meilleure eau et un meilleur assainissement permettent de lutter contre la pauvreté de trois manières :

- De nouveaux débouchés sont créés au niveau des services pour les entrepreneurs locaux.
- Une épargne significative est réalisée dans le secteur de la santé publique.
- La productivité individuelle est plus grande dans la contribution aux économies nationales et locales.

« Il y a beaucoup de solutions communautaires qui peuvent générer des emplois », a affirmé Zafar Adeel, chef du Réseau international de l'eau, de l'environnement et de la santé à l'Université de l'ONU, basée au Canada, à Reuters.

L'analyse de l'UNU-INWEH identifie la croissance démographique, la pauvreté, le changement climatique, la globalisation et les politiques inadéquates de l'investissement, l'urbanisation et l'intensification de l'agriculture comme les cinq tendances mondiales susceptibles d'aggraver les problèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les années à venir.

L'UNU-INWEH a été créée en 1996 pour renforcer la capacité de gestion de l'eau, en particulier dans les pays en développement et pour apporter un appui de terrain au projet. Avec un financement de base du gouvernement du Canada, il est abrité par la Mc Master University de ce pays.

### Comment pouvons nous mieux articuler la signification politique de l'eau et de l'assainissement ?

L'eau potable comme clef au dossier de la politique mondiale de la santé se définit à travers quatre actions qui aident à convaincre les décideurs sur la signification politique de l'eau et de l'assainissement.

1. La mobilisation de l'opinion publique mondiale peut aboutir à l'action aux niveaux national et international.
2. Au sein de la communauté, on peut inciter à l'action et susciter des comportements qui mènent à un bien être public en termes d'hygiène et d'assainissement au niveau du ménage.
3. Les cibles mondiales doivent être traduites en cibles réalistes, opérationnelles, politiquement acceptables aux niveaux national et sous national.
4. Le G20, groupe de pays développés et en développement, adopte une seule position pour atteindre les objectifs de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Université des Nations unies, [[www.eurekaert.org/pub\\_releases/2008-10/unu-pts101408.php](http://www.eurekaert.org/pub_releases/2008-10/unu-pts101408.php)].

## La campagne pratique fait du savon un produit "dont il faut absolument disposer" au Ghana

Les Ghanéens utilisent du savon et ils en achètent beaucoup. Cependant, il est employé presque exclusivement pour le lavage des vêtements, des ustensiles et pour le bain. Dans une étude de référence, 75% des mères déclarent se laver les mains avec du savon après l'utilisation des toilettes. Cependant, l'observation a prouvé que seul un tiers d'entre elles se lavent les mains et seulement 3 % le font avec du savon. Celles qui utilisent le savon disent en général que cela fait du bien de se débarrasser de la saleté des mains ; « c'est rafraîchissant », « c'est une manière de s'occuper des enfants » et « cela améliore leur statut social ».

Le Partenariat public privé du Ghana pour la promotion du lavage des mains a développé une stratégie de communication à grand impact avec pour slogan "Pour des mains véritablement propres, lavez les toujours avec du savon". Un programme intensif a été exécuté de 2004 à 2006, pour porter le message du lavage des mains au savon au public cible - les mères et les travailleurs sociaux s'occupant des enfants de moins de cinq ans et les scolaires de 6 à 15 ans. Le programme s'est servi des mass media, du contact direct avec le consommateur et d'un programme du niveau district à travers les écoles, les centres de santé et les communautés. La stratégie de communication a également visé les décideurs et les leaders d'opinion et a fait la promotion des ouvrages de lavage des mains dans les écoles et les latrines publiques.

### Un cocktail en matière de communication

Mass media : le programme a utilisé les toutes dernières stratégies du marketing. Le concept directeur pour cette phase du travail était "Vos mains ne sont vraiment propres que si vous les lavez au savon." Deux annonces faites à la radio et deux autres à la télévision disaient qu'il y a "Quelque chose" sur vos mains," pour indiquer une menace inconnue, une contamination invisible que seul le savon pourrait anéantir. Les deux annonces de la radio et une de celles de la télévision visaient les mères et les travailleurs sociaux, alors que l'autre annonce de la télévision visait les enfants. Les annonces de la radio et celles faites à la télévision ont été soutenues par des affiches et des panneaux d'affichage dans chacun des 110 districts et des 10 capitales régionales du pays et par la distribution de badges,



Partenariat Public - privé pour la promotion du lavage des mains au Ghana

de t-shirts, de sacs en plastique et de savons de marque. Les annonces de la radio et de la télévision sont passées pendant six mois, avec une activité particulièrement intense pendant les trois premiers mois de la campagne.

### Tendre vers le contact avec le consommateur

Dans le cadre du programme de contact direct avec le consommateur (DCC), une entreprise de gestion de manifestations a visité deux districts dans chacune des six régions et a réalisé 128 événements à grand impact dans les écoles, touchant plus de 100 000 écoliers, 2 930 enseignants et 926 vendeurs de nourriture. Un autre groupe de 132 activités menées dans les centres de santé et les communautés a atteint 11 500 mères. Cette communication interpersonnelle pour le changement de comportement a apporté des informations sur le lavage des mains au savon d'une façon innovatrice, interactive, en tête à tête, permettant aux consommateurs de poser des questions et de parler du lavage des mains au savon.

### Campagne de promotion

Le programme organisé en direction des leaders d'opinion et des deux publics cibles stratégiques, a utilisé la presse et les couvertures médiatiques pour faire la promotion du lavage des mains. Les programmes et les interviews de la radio et de la télévision étaient diffusés dans tout le pays, sur les médias nationaux et les stations de radios FM des districts. Une brochure de plaidoyer décrivant la stratégie pour cette initiative a été diffusée aux cibles et aux partenaires stratégiques.

Après six mois de campagne, le taux de lavage des mains au savon chez les mères

a atteint 80%. L'appropriation des outils de campagne était forte. Presque tout le monde en fredonne le thème et plus de 80% des enfants et des adultes disent se laver les mains plus fréquemment au savon.

Qu'y avait-il de neuf dans le Partenariat public privé pour la promotion du lavage des mains dans le programme du Ghana ? Le programme a rendu pour la première fois la contamination évidente pour le commun du Ghanéen, en communiquant efficacement un message d'hygiène à travers les techniques de marketing.

Au Ghana, la diarrhée est la cause de 25% des cas de décès chez les enfants de moins de cinq ans et se classe parmi les trois principales causes de morbidité documentées. Les enfants de moins de cinq ans font trois à cinq épisodes de diarrhée et un nombre similaire d'infections respiratoires par an. Neuf millions d'épisodes de maladies pourraient être prévenues chaque année grâce au lavage des mains au savon.

### Leçons

Une des grandes leçons du programme du Ghana est qu'il faut du temps et des efforts pour obtenir un consensus, faire confiance et mobiliser des partenaires de différents milieux et secteurs pour travailler efficacement ensemble. Cependant, le programme a montré que les secteurs public et privé peuvent travailler ensemble pour le bien public quand il y a de la transparence, lorsque les forces de chacun sont reconnues et que chaque membre est traité en partenaire égal.

Source : Partenariat public privé pour la promotion du lavage des mains au Ghana. [[www.globalhandwashingday.org/ppph\\_in\\_ghana.asp](http://www.globalhandwashingday.org/ppph_in_ghana.asp)], consulté le 14 octobre 2008

## Notre position dans la lutte pour la prise de conscience du Genre

L'Alliance genre et eau est arrivée à un point important de son existence. Des cinq années de notre deuxième phase, nous n'en avons accompli que trois. C'est le moment pour réfléchir à ce que nous avons appris et sur la façon dont nous allons l'utiliser.

La plupart des activités prévues à cette phase ont été exécutées ; dans la majorité des cas, nous avons fait plus de réalisations que nous en avions prévu – par exemple dans le cadre de Formation des formateurs (ToT), les études de cas, le guide des ressources dans plusieurs langues, le site web dans un nombre croissant de langues et la régionalisation dans 10 régions, avec un espace de plus en plus grand pour la sélection des résultats ont été réalisés. Le GWA est souvent invité à prendre la parole au cours des manifestations ou à apporter sa contribution dans des réunions internationales. Nous sommes de plus en plus reconnus pour notre travail d'intégration des aspects sociaux dans ceux techniques de la gestion de l'eau. Le GWA est entrain d'actualiser le manuel des ToT et d'élaborer de nouveaux modules.

Cependant, il y a le revers de la médaille, moins euphorique. La prise de décision dans la gestion de l'eau est encore largement aux mains des hommes ; de plus, l'accès des femmes pauvres à l'eau et aux toilettes dans la plupart des pays ne semble pas progresser au rythme nécessaire pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Ces deux aspects sont directement liés : sans une prise en compte du Genre et de la diversité des personnes, les grands investissements en infrastructures sont inefficaces et ne produisent pas l'impact attendu. Les robinets et les toilettes ont été recensés,

mais pour diverses raisons sociales et culturelles, beaucoup ne sont pas utilisés. Les relations inégales de pouvoir persistent ; ce qui signifie que les nouveaux ouvrages finissent dans les mains des mieux nantis au lieu de contribuer à la réduction de la pauvreté. Ignorer les différents besoins et la connaissance des femmes et des hommes rend ces efforts moins efficaces. La corruption absorbe également une part importante et indéterminée des économies faites pour acquérir des infrastructures d'eau et d'assainissement. Si tout l'argent devait être dépensé comme prévu, beaucoup de vies seraient sauvées et la pauvreté serait réduite de façon visible.

Le travail du GWA consiste à élever le niveau de conscience sur les aspects sociaux de la gestion de l'eau ; cependant, nous avons nos limites, même avec un bon nombre de spécialistes chevronnés. Le renforcement des capacités a besoin de fonds substantiels dans le monde entier. Les bailleurs de fonds, quoique disposant d'une politique Genre, semblent préférer dépenser de fortes sommes en matériel et pour l'appui des organismes génériques de l'eau, qui font semblant d'intégrer le Genre. On estime que 20% de toute la dépense pour le développement est nécessaire à la formation et au renforcement des capacités (pas seulement pour le Genre) ; mais une grande partie de cette somme est détournée vers diverses autres activités. L'état des lieux des ateliers régionaux et de formation du GWA montre que le plus grand besoin est celui de la sensibilisation et du renforcement des capacités en relations culturelles et en Genre. Cependant, c'est toujours au niveau international que les moindres ressources sont mises à la disposition de la formation Genre. Pour montrer aux bailleurs de fonds que le GWA répond à un besoin et que notre matériel didactique

est apprécié, il est très important de l'en informer si vous vous servez de ses outils.

Il est crucial de choisir méticuleusement les formateurs afin que les activités de renforcement des capacités soient durables. Pour s'assurer que la connaissance, les compétences et la conscience, sont appropriées, utilisées et transmises, les candidats à la formation du GWA doivent rédiger une note conceptuelle sur leurs connaissances en Genre et sur la manière dont ils vont utiliser la formation. Notre formation amène les participants à réfléchir aux relations locales de pouvoir et à la manière dont celles-ci empêchent l'accès et le contrôle des personnes pauvres sur l'eau pour tous les usages.

Le GWA et ses partenaires, pour satisfaire la demande des membres, projettent d'organiser plus d'ateliers de formation à grande échelle. Par exemple, la formation des formateurs des instituts locaux et régionaux commence en janvier avec le programme WatSan de ONU Habitat pour le Lac Victoria. Le GWA développe également une session plus longue et plus académique sur le Genre dans la gestion de l'eau, avec l'Institut asiatique de technologie, à être adapté plus tard au niveau régional, avec un certain nombre d'universités.

Essayons tous, membres du GWA et organisations partenaires, de contribuer à la conscientisation sur le Genre et les aspects sociaux de la gestion de l'eau. Les lecteurs de Source qui ont besoin d'appui dans ce cadre trouveront des personnes disponibles auprès du GWA. Le Secrétariat vous souhaite un succès croissant dans l'intégration du Genre dans votre travail tout au long de 2009 !

*Joke Muylwijk, Executive Director, Gender and Water Alliance*

## Le Kyrk-Kyz ou comment quarante filles de l'Uzbekistan s'arment de courage pour le leadership



Mastura Saifutdinova

La région d'Asie centrale abrite cinq pays situés dans les bassins du fleuve Syr-Darya et Amou-Daria : Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Uzbekistan. Dans les zones rurales où vit 63% de la population, le moyen d'existence est lié à l'agriculture irriguée qui emploie plus de 85% de toutes les ressources en eau. Le bien-être des populations rurales dépend de l'approvisionnement en eau, de l'allocation équitable de l'eau et d'une gestion sage de l'eau basée sur le Genre.

Les réformes agraires introduites au cours des dernières années ont eu pour conséquence la mise en place de centaines de milliers de fermes privées au lieu de fermes collectives. Cette situation a entraîné des changements de pratiques de gestion de la ressource en eau, y compris la transparence au niveau de l'information, la sensibilisation et la participation publiques. Les fermes privées devaient s'unir et mettre en place des



*Les jeunes de la brigade "Kyrk-kyz" il y a 30 ans.*

Associations d'usagers de l'eau (AUE). Le canal Sud de Ferghana dans la vallée de Ferghana fournit de l'eau à plus de deux mille fermiers qui cultivent principalement du coton et du blé sur une superficie de 85 000 hectares. Ce n'est pas une tâche facile de distribuer de l'eau équitablement à tant d'usagers. Une femme, Mastura Saifutdinova, a été élue présidente du conseil de l'AUE.

Mastura est également la présidente du Comité de l'eau du canal, mis en place pour impliquer une organisation publique dans le processus de gestion de l'eau. Le comité assure l'organisation de la gestion gouvernementale du canal et l'AUE publique et défend les droits et intérêts de tous les intervenants. Mastura a trouvé de l'argent pour la construction des canalisations d'eau pour deux grands villages où les gens devaient puiser l'eau dans les fossés. Sa position honorable aide à une participation plus large des femmes dans l'AUE.

Interrogée sur la raison pour laquelle elle a été élue, elle répond : «... vraisemblablement, en raison de mon expérience professionnelle en agriculture, en gestion de l'eau et en leadership ».

Dans une nouvelle ferme d'Etat créée en 1980 dans la vallée de Ferghana pour cultiver des grenades, quarante filles ont formé une brigade et l'ont appelée "Kyrk-Kyz". Elles étaient très jeunes alors et ont travaillé ensemble pendant de nombreuses années. Mastura les a toutes réunies et en était le chef. Actuellement, il y a 600 producteurs dans son AUE et 40 d'entre eux sont des femmes. En ces moments difficiles, son Kyrk-Kyz a assumé la responsabilité de la gestion privée de la ferme.

2008 a été une année sèche. Déjà dès le début de l'été, les pénuries d'eau étaient manifestes. Le conflit était attendu. En règle générale, même si le gérant de la ferme est un homme, son épouse résout

les conflits de l'eau. Très souvent, pendant la période de l'irrigation, il est nécessaire de s'asseoir et de surveiller la sortie de l'eau jour et nuit. Des conflits surviennent sous la forme de combat au corps à corps pour l'accès à l'eau. Afin d'éviter l'utilisation de la force pour le règlement des conflits, les femmes s'occupent de la sortie de l'eau à la place de leurs maris et fils qui en suivent la distribution.

Les femmes rurales, notamment les ménagères, étaient chargées de la survie de la famille dans des conditions de sécurité sociale de plus en plus précaires et d'un chômage masculin au rythme de la désintégration de l'Union Soviétique. Tandis que les hommes s'adaptaient avec difficulté à la situation et émigraient souvent, les femmes ont appris depuis lors à traiter des questions peu familières qui constituaient par le passé des prérogatives masculines.

Pendant l'ère soviétique, les femmes effectuaient tous les travaux des champs dans les fermes collectives. Après de nombreuses années, elles ont appris à cultiver la terre et à irriguer les cultures. A partir de cette expérience, celles d'aujourd'hui assument courageusement la responsabilité de la gestion de la ferme. Elles irriguent, participent à la distribution de l'eau et trouvent les outils pour le labour des terres, etc., parce que les circonstances les forcent toutes à le faire.

Le facteur majeur du succès de Mastura est qu'elle n'a pas peur des "hauts responsables". Les femmes au niveau local ont généralement moins de crainte que les hommes quand il s'agit de négocier avec les autorités municipales locales ; elles parviennent ainsi à surmonter les barrières.

L'installation de fermes privées est associée à divers problèmes. Très souvent, les hommes ruraux, sans connaître la loi, perdent courage et abandonnent. « Assez étrangement », selon M. Shukharat Mukhamedjanov, un des chefs de projet GIRE dans la vallée de Ferghana, « une femme agit différemment dans de telles situations. Si elle estime qu'elle ne connaît pas quelque chose, elle cherche une explication et veut que l'on lui montre la loi appropriée. S'il est impossible de résoudre ses problèmes et satisfaire ses besoins au niveau local, elle n'a pas peur, comme c'est souvent le cas en pareille circonstance avec les hommes, de s'orienter vers un niveau plus élevé d'autorité ».

Il cite un autre exemple. « Dans le cadre du projet GIRE de Ferghana, un séminaire a été organisé pour les fermiers dans le rayon (district) de Kuva. Plus de 150 producteurs y ont participé dont 15 fermières. Seules les femmes ont donné des réponses aux questions soulevées et marqué un vif intérêt pour tous les problèmes liés à la production agricole et à l'allocation de l'eau et aux pistes de solution. Bizarrement, les hommes n'ont pas fait montre d'une telle initiative ; non pas parce qu'ils savent tout ou n'ont pas de problèmes. Ils se sont vraisemblablement contenus à cause de la présence des autorités du rayon. Les hommes étaient peu disposés à s'exprimer, mais les femmes ont librement exprimé leurs points de vue et critiqué les chefs de rayons. Elles ont, seules, forcé les chefs négligents à penser à résoudre les problèmes des fermiers ».

Il apparaît que la solution des problèmes d'un plus grand groupe de personnes peut être gérée par des femmes. Après tout, il n'est pas acceptable qu'un homme lève la main sur des femmes ou crie sur elles ou les jettent dehors, alors qu'elles travaillent si dur, viennent de si loin et ne sont pas facilement subornées.

Tout ceci confirme la raison pour laquelle Mastura est le chef, non seulement de sa ferme, mais aussi la gestionnaire de l'Association des usagers de l'eau. Elle n'a pas reçu une formation spéciale en gestion de l'eau. Aujourd'hui, en tant que présidente du grand Comité d'usagers de l'eau de canal, elle fait le plaidoyer de la distribution équitable de l'eau avec courage.

*Pour plus d'informations : Galina Stulina ([galina\\_stulina@mail.ru](mailto:galina_stulina@mail.ru)) ou ([dukh@icwc-aral.uz](mailto:dukh@icwc-aral.uz)), SIC ICWC, Karasu 4-11, Tashkent, Uzbekistan*



*Mastura en train de présider une réunion de terrain du Comité de l'eau de Canal sur l'organisation de la distribution de l'eau, les quantités d'eau requises pour l'irrigation et l'organisation pour le nettoyage du canal.*

## Merci beaucoup !

Cap-Net n'aura plus une section spéciale dans le magazine source après cette édition. Nous voudrions remercier IRC et les autres partenaires pour avoir accepté partager cette plateforme durant les deux dernières années et notre collaboration va continuer dans d'autres domaines. Ceux qui sont toujours intéressés par les activités de Cap-Net sont encouragés à souscrire à notre bulletin à l'adresse suivante : [www.cap-net.org](http://www.cap-net.org).

## Le renforcement des capacités au Cambodge porte sur la planification des ressources en eau

Les responsables des principaux organismes gouvernementaux au Cambodge et les acteurs des communautés locales et des Organisations non gouvernementales (ONG) ont partagé des expériences en développement et en gestion des ressources en eau et appris comment appliquer les leçons au niveau du processus de planification.

Le Comité national Mékong du Cambodge (CNMC), le Réseau cambodgien de renforcement des capacités pour la GIRE (CamboNet) et le Partenariat mondial de l'eau du Cambodge (CamboGWP) ont organisé une formation en Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et en sensibilisation et planification dans la province de Kampong Cham. Un des points importants de l'atelier a été l'organisation d'une visite de terrain au Partenariat fonctionnel de l'eau pour le secteur 4-Ps des bassins du fleuve, notamment Prek Preah, Prek Krieng, Prek Kampi et Prek Te, dans les provinces de Kratie et de Monduliri.

Les facilitateurs ont réussi à rassembler 40 membres du réseau du GWP Cambodge, des principales agences nationales de tutelle intervenant dans la planification de

l'eau et des ressources, tant au niveau des communautés locales que des Organisations non gouvernementales (ONG).

Sous la direction de M. Watt Botkosol, directeur du service de la planification, du CNMC et du responsable du GWP/ Cambodge (CamboWP) et de Cambodia AguaJaring (CamboNet), les présentations et les discussions ont porté sur la situation actuelle de la GIRE dans le pays, de même que sur la législation en matière de gestion des ressources en eau. L'atelier a offert une chance aux responsables du gouvernement et d'autres intervenants de partager des connaissances, des expériences et des pratiques dans le développement et la gestion des ressources en eau. Ils ont acquis des connaissances sur les concepts de la GIRE et comment l'appliquer dans le processus de planification.

Le Dr Mak Solieng qui travaille dans le domaine de la planification des ressources naturelles, a fait l'inventaire du développement des ressources en eau actuelles au Cambodge. Des études de cas et des leçons importantes ont été partagées de manière cadrée, pour éveiller la conscience générale sur la GIRE. Des

concepts et des directives pour un usage durable de l'eau et des autres ressources liées ont été expliqués. Les défis relevés par les divers organismes en charge de la gestion et de la mobilisation des ressources en eau ont pris part à ces discussions.

Les participants ont acquis des connaissances sur les projets pilotes en GIRE en cours d'exécution dans la province de Kratie et de Monduliri. Ils ont échangé en petits groupes, partagé les idées, discuté et formulé des recommandations sur l'amélioration des activités de gestion des ressources en eau dans les institutions de développement, notamment la prise en compte de l'introduction de la GIRE dans les plans nationaux et la mise en œuvre de la législation de l'eau. Ils ont été encouragés à partager leurs points de vue sur les meilleures pratiques dans la mise en œuvre de la GIRE dans le bassin 4-Ps et dans leurs agences de tutelle.

Les actions futures porteront sur le renforcement de la politique et de la capacité de la GIRE dans les différentes agences de tutelle.

*Pour plus d'informations sur les programmes en cours au Cambodge, contacter M. Watt Botkosol ([watt\\_bkosol@hotmail.com](mailto:watt_bkosol@hotmail.com)).*

## L'exposition brésilienne des routes touche les quatre points cardinaux

Le projet d'exposition des routes au Brésil a atteint plus de 580 membres de 12 comités de bassin de fleuve du nord, du sud, de l'est et de l'ouest du pays. L'objectif est de développer une plus grande coopération. L'initiative annuelle a commencé à Lagos Sao Joao, dans l'Etat de Rio de Janeiro. La clôture de la manifestation a été organisée à Mandau-Manguaba, en collaboration avec le comité d'Alagoas.

L'exposition a abordé les rôles et les fonctions des comités de bassin de fleuve, notamment le développement de la coopération à l'intérieur des comités de bassin de fleuve, entre les gestionnaires de

l'eau et les autres acteurs, de même que la formation de partenariats. Les comités de bassin de fleuve ont supporté les coûts de l'organisation locale ; le ministère de l'Environnement, le secrétaire national des ressources en eau et de l'environnement urbain ont réglé les frais de voyage de certains facilitateurs.

Un atelier national a été programmé pour novembre 2008 à Rio de Janeiro, où le forum national des comités de bassin de fleuve pourrait discuter des activités du projet comme conclusion à cette phase de l'initiative. La future coopération et les

activités à venir du projet ont été discutées entre CapNet Brésil, le Forum national des comités de bassin (FNCB) et le Réseau brésilien des organismes de bassin de fleuve (REBOB).

CapNet Brésil, avec l'appui de CapNet/PNUD a fourni le financement et l'appui logistique au projet, notamment la mise à disposition des personnes ressources, des facilitateurs, des certificats et un CD Rom pour les participants.

*Pour plus d'informations sur cette initiative, bien vouloir contacter : ([ninon@institutoipanema.net](mailto:ninon@institutoipanema.net))*

## Le partenariat pour la recherche consolide le renforcement des capacités

CapNet et la Fondation internationale de la science (FIS) célèbrent leurs cinq ans de partenariat au cours desquels ils ont aidé de nombreux jeunes professionnels à développer des propositions de recherche. A présent, ils invitent à la mise en place d'autres réseaux de renforcement des capacités de recherche vers une gestion durable de l'eau.

L'initiative a commencé avec la tenue d'ateliers de rédaction de propositions, organisés par l'IFS en Amérique centrale, à travers le REDICA et en Asie avec CapNet Bangladesh et CapNet Asie du sud. D'autres ateliers ont été projetés par WaterNet, à l'intention des chercheurs des régions d'Afrique orientale et australe.

### *Les membres apprennent à développer des propositions de recherches scientifiques*

En Asie du sud, les jeunes professionnels du Bangladesh, du Sri Lanka, du Népal et du Pakistan ont participé aux activités de renforcement des capacités de recherche organisées par le Centre d'études avancées du Bangladesh (BCAS). Les "membres apprennent comment développer des propositions de recherches scientifiques leur permettant d'avoir accès aux subventions de recherches de la Fondation internationale des sciences. Cinq membres du réseau en bénéficient déjà ; d'autres attendent

leurs résultats", selon Golam Rabbani, coordonnateur du projet.

L'objectif est d'établir un partenariat à long terme avec la Fondation pour développer les habiletés des professionnels à faire de la recherche sur les questions d'eau et d'assainissement au Bangladesh et dans l'ensemble de l'Asie du sud. Leur appui est axé sur le renforcement des capacités scientifiques dans les pays en développement par l'octroi aux jeunes scientifiques, de subventions pour la recherche, l'équipement et les services d'appui. L'objectif est de les aider à s'installer et à être reconnus au niveau national et international.

La Fondation internationale des sciences a été créée comme une Organisation non gouvernementale en 1972. Elle reçoit de l'argent de 15 bailleurs de fonds. Elle a appuyé plus de 6 000 chercheurs de 100 pays. Environ 135 académies et conseils "de recherche" scientifiques nationaux, de même que des organismes régionaux et internationaux de plus de 85 pays, essentiellement en développement, sont affiliés à la Fondation internationale des sciences.

### *Postulation appréciée*

Les chercheurs travaillant dans l'agriculture, la santé et la production animale, la

sylviculture, les ressources aquatiques, les sciences nutritionnelles, les produits naturels et les ressources en eau, les disciplines de sciences naturelles et sociales sont invités à postuler. Les candidats devraient être titulaires de la maîtrise ou jouir d'une expérience équivalente en recherche dans les pays en développement, commencer leur carrière de chercheurs et avoir de préférence moins de 40 ans.

Leurs projets devraient être accueillis par une université nationale, un institut de recherche ou une ONG orientée vers la recherche. Les participants des pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, du Pacifique et des Caraïbes peuvent postuler tout au long de l'année. La Fondation internationale des sciences en fera le point en juin et en décembre. Les candidats chinois et ceux d'Afrique subsaharienne sont invités à visiter le site web de la Fondation internationale des sciences, pour plus de détails sur la recevabilité de leur candidature.

*Vous trouverez plus d'informations, y compris le formulaire de demande en anglais et en français sur le site [\[www.ifs.se\]](http://www.ifs.se). Athanassia Fourla (Athanasia.Fourla@ifs.se), MD Golam Rabbani (golam.rabbani@bcas.net) et Bongani Ncube (bncube@waternetonline.org) vous donneront plus de détails sur les initiatives internationales et régionales.*

## Genre et eau cours de formation des formateurs

Awarenet et l'Alliance genre et eau (GWA) ont conjointement organisé un cours de formation des formateurs en Genre et eau en novembre en Jordanie. Les participants ont pu partager et échanger au cours de

vives discussions de groupes, apprendre à partir des présentations et examiner les concepts Genre et eau à travers des exercices de groupe.

*Pour plus d'informations, prendre contact avec ([info@awarenet.org](mailto:info@awarenet.org)). Visiter le site [\[www.genderandwater.org\]](http://www.genderandwater.org) pour en apprendre davantage de leur travail*



Photo's : Chrisje van Schoot du GWA



## Indonésie : les communautés veillent à leurs propres ressources pour maintenir les avantages de projets à moindre coût

La phase II du Projet d'eau et d'assainissement pour les communautés à faible revenu (WSLIC II), d'une durée de six ans et d'un montant de 106 millions de dollars US (84,14 millions d'euros) est financé par l'Australie, un prêt de la Banque mondiale/IDA, le gouvernement indonésien et les bénéficiaires. Il a fonctionné de 2001 à 2006 et a été prorogé d'une année jusqu'en 2008, pour consolider les leçons d'expériences. Le projet a, à ce jour, autonomisé plus de 2 200 communautés rurales dans 37 districts de huit provinces. Elles ont pu s'installer, exploiter et gérer leurs propres services améliorés d'approvisionnement en eau. Elle a aussi consisté en l'amélioration de l'assainissement en milieu rural, des infrastructures d'AEPHA en milieu scolaire et assuré la promotion des bonnes pratiques en matière d'hygiène.

Christine Sijbesma de l'IRC a entrepris une consultation de trois mois "pour aider le projet à concevoir et à mettre en œuvre des activités d'évaluation d'impact".

« En travaillant avec une équipe locale, j'ai visité les villages de Mojokerto (Java est) et Lombok Timur (Nussa Tenggara ouest) en août 2008. Il s'agissait d'évaluer l'impact du Projet d'eau et d'assainissement sur les communautés à faible revenu, afin d'identifier les questions majeures liées à la durabilité. Les villages gèrent encore avec succès leurs services d'eau et dans une moindre mesure, leur programme d'assainissement plusieurs années après la fin du projet, mais ils devraient résoudre un certain nombre de problèmes.

Kunjorowesi (district de Mojokerto) a endommagé sa pompe après l'avoir fait

tourner plusieurs fois à sec, parce que l'opérateur n'éprouvait pas le besoin de faire le suivi du niveau de l'eau du puits. Le comité de l'eau a acheté et installé une nouvelle pompe grâce à un prêt contracté auprès du fournisseur de pompe originale, sans aucun appui extérieur et a depuis lors géré le programme sans problèmes.

A Aikmel ('Eau fraîche'), à Lombok Timur, la conception du système d'eau n'a pas satisfait les besoins des populations ; ce qui a eu un effet négatif sur la bonne volonté des gens à payer. Quand les populations locales ont commencé à voler les pièces au niveau du réseau, le comité a décidé de réagir. C'était après tout « leur propre approvisionnement en eau, celui pour lequel elles ont contribué en espèces et en main d'oeuvre ». Peu disposées à se rendre de nouveau au projet ou au district pour demander de l'aide, le comité de l'eau a embauché un entrepreneur privé qui a remodelé le système. La communauté a alors réinstallé le réseau selon cette nouvelle conception à l'aide de tuyaux supplémentaires, pour étendre le système. Ce dernier fonctionne désormais bien avec 300 branchements aux compteurs des ménages et l'abonnement de 5 à 10 nouveaux ménages supplémentaires par mois.

Tant le comité local de l'eau et de l'assainissement de Srigading (Mojokerto) que celui de Aikmel disposent de leur propre espace dans les bureaux généraux du village et exploitent des systèmes d'enregistrement informatisés.

### Participation des femmes à la gestion du service

On compte jusqu'à cinq femmes impliquées dans la gestion du service au sein du comité à Srigading ; on n'en dénombre aucune dans les autres communautés. Pourtant, elles y contribuent énormément. A Aikmel, une femme, membre du comité villageois de mise en œuvre travaillait comme consultante au comité. Dans un hameau de Sukaraja (Lombok Timur), une discussion de groupe avec des femmes a montré que tandis que le comité était entièrement composé d'hommes, une femme (ancien membre du comité de mise en œuvre de projet) s'occupait en réalité de la gestion quotidienne du puits.



La secrétaire du Comité de l'eau,  
Photo: M. Ponsonby

Cette activité comprenait la gestion d'une pompe électrique supplémentaire installée depuis la fin du projet en avril 2006. Elle a été payée par les deux ménages les plus riches du hameau.

### Les femmes apprécient l'eau à moindre coût

A Srigading, les femmes apprécient particulièrement d'avoir plus d'eau à l'intérieur de la maison à un plus faible coût mensuel. Avant, elles achetaient 20 litres d'eau par jour à 1 000 Rupiahs indonésiens (0,06 euros) auprès des fournisseurs du village voisin. Désormais, elles payent à moindre coût leur eau et utilisent leurs économies pour satisfaire d'autres besoins. L'eau est également plus propre. L'utilisation des toilettes est plus importante ; beaucoup d'entre elles les emploient aussi pour le bain et le lavage des vêtements. A l'école, les enfants peuvent se laver les mains. Chacun a participé à ce projet et chaque ménage entretient et suit la consommation de son eau courante. La couverture en assainissement a grimpé jusqu'à 70% ; seuls ceux qui vivent près du fleuve pratiquent encore la défécation en plein air. Le projet a apporté beaucoup de changements pour les femmes : elles sont de manière spécifique plus active lors des réunions et ont amélioré l'hygiène grâce à la disponibilité de l'eau propre.

A Kunjorowesi, la fréquence des bains a plus que doublé et il y a moins de stress dû à la pénurie d'eau pour se laver et pour se nettoyer après l'utilisation des toilettes. La charge de travail des femmes a été réduite ; quelques unes d'entre elles utilisent ce temps et ces revenus gagnés



Photo de l'histoire de (WSLIC II) à Srigading.  
Photo : Ponsonby

pour ouvrir des boutiques. Avant, les enfants devaient accompagner leurs mères au fleuve pour faire la lessive. Désormais, ils vont au jardin d'enfants et à l'école qui disposent d'eau et de toilettes. Le fonds renouvelable de l'assainissement n'a pas pour autant connu un succès. Seules 8 des 58 familles ont remboursé leurs dettes. Pendant ce temps, les toilettes sont

utilisées à d'autres fins par de nombreuses personnes.

Dans un hameau de Sukarawa, les femmes, accompagnées de leurs maris, avaient l'habitude d'aller chercher l'eau dans un village voisin dès 3 heures du matin. Elles en ont désormais assez durant 9 mois de l'année. Les couples peuvent

jouir d'un sommeil supplémentaire et utiliser leur temps pour travailler dans les champs. Avec le confort et la sécurité d'un puits muni d'une poulie située au centre du hameau, les hommes peuvent également émigrer pour aller travailler en dehors de la saison agricole.

*Christine Sijbesma (IRC)*

## Honduras : les techniciens d'appui à l'eau apprennent à mettre leur formation au service d'un soutien productif

« Les services productifs portent sur des perspectives changeantes. Lorsque nous voyons quelqu'un irriguer des tomates, nous disons qu'il gaspille l'eau. Quand nous voyons la même situation sous l'angle de l'usager, nous disons qu'il fait une bonne utilisation économique de l'eau ».

Tels sont les mots prononcés par Jony Hernández, un des techniciens d'opération et d'entretien au Honduras, connus sous le nom de TOMs, abréviation de leur nom en Espagnol.

Les TOMs sont chargés de fournir un appui continu aux systèmes d'approvisionnement en eau à gestion communautaire en milieu rural. Ils rendent des visites régulières de suivi aux communautés, en formant les comités de l'eau et en apportant une assistance technique. Grâce à un programme conjoint IRC/Réseau de l'eau et de l'assainissement du Honduras (RAS-HON), les TOMs se sont également impliqués dans la recherche appliquée sur l'appui à la durabilité.

Un de leur domaine de recherche est l'utilisation productive de l'eau. La plupart des systèmes d'approvisionnement en eau en milieu rural du Honduras servent à l'usage domestique et productif.

Puisque cette pratique n'a jamais été officiellement identifiée, les TOMs n'ont pas pu fournir un appui aux comités de l'eau pour résoudre les problèmes relatifs à cet usage. Une recherche appliquée a été entreprise par RAS-HON, avec l'IRC, pour documenter les pratiques réelles autour de l'utilisation productive de l'eau et analyser leur impact sur le rendement et la durabilité. Avec des techniciens travaillant pour des ONG, ils ont étudié 14 communautés dans cinq départements. Les résultats ont été analysés par toute l'équipe.

### *L'utilisation productive crée des bénéfices économiques*

L'étude a indiqué que l'utilisation productive est presque universelle, avec pour résultat l'acquisition de bénéfices économiques à grande échelle pour les petits producteurs ruraux. La conclusion la plus importante est que la résolution des problèmes liée à de telles utilisations, par exemple grâce à un règlement intérieur ou par le paiement différentiel peut contribuer à assurer la durabilité des services et à une équité en termes de bénéfices.

Après avoir été exposés à cette recherche de terrain, les techniciens sont conscients de l'appui qu'ils peuvent fournir aux

comités en matière d'élaboration de règlements internes sur les usages multiples ; il leur a surtout « ouvert leurs yeux » comme l'a soutenu ci-dessus Jony Hernández.

### *Documentation de la transparence*

Une nouvelle étape de la recherche de terrain commence maintenant à impliquer les mêmes techniciens. Cette fois, ils se concentrent sur la documentation des bonnes pratiques pour la transparence dans la gestion communautaire de l'approvisionnement en eau en milieu rural. L'objectif est d'inclure ces questions dans un module de formation pour les TOMs, qui à leur tour, vont former les comités de l'eau. Cela devrait contribuer à mettre en place des services d'approvisionnement en eau plus durables et va aider également à analyser la riche expérience de terrain qu'ils ont et à développer de nouvelles connaissances et idées. Comme l'a commenté un participant à l'atelier : « je ne pense pas que nous en aurions eu tant si nous n'avions pas autant d'expériences et de connaissances de terrain ; mais, c'est grâce aux méthodes participatives utilisées à l'atelier que cette connaissance a pu émerger ».

*Stef Smits, IRC.*

## IRC 2000-2008 : plus de cadrage sur les questions de durabilité et de réduction de la pauvreté

Le travail de l'IRC et de ses partenaires de 2000 à 2008 s'est plus que jamais concentré sur les questions de durabilité et de réduction de la pauvreté, en raison de l'adoption d'une approche plus intégrée des programmes d'eau d'hygiène et d'assainissement.

L'intérêt a évolué du niveau communautaire à celui de la collectivité territoriale, à travers un plus grand nombre

de projets moyens, tous avec un cadrage spécifique, souvent inclus dans la gestion des ressources en eau.

Comme organisation, l'IRC est devenue entièrement autonome depuis 2007 et s'est depuis lors davantage concentré sur "le marché", pour recueillir des fonds.

### *Le plus grand projet jamais financé*

En 2007 et 2008, notre travail de recouvrement de coûts et de finances,

notre réseau de partenaires, notre connaissance des approches efficaces et notre site web ont aidé à porter le plus grand des projets de l'IRC avec quatre partenaires du niveau pays. Le projet de recherche-action WASHCost d'un montant de 10 millions d'euros a démarré le 1er février 2008 et s'achèvera en 2012. Il recueillera et réunira l'information sur les vrais coûts désagrégés dans le cycle

de vie de la prestation des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement pour les populations pauvres des zones rurales et périurbaines.

### *Les points saillants de cette décennie*

De 2001 à 2007, l'IRC a travaillé avec deux partenaires du Nord et huit du monde en développement sur les questions du second réseau quinquennal de Centre de ressources WELL sur l'eau, l'assainissement et l'environnement. Ce travail était lié au programme de développement de centres de ressources de l'IRC avec des partenaires de 19 pays en développement.

### *Les leçons d'expériences de ces programmes font désormais partie du plan d'affaires.*

De 2003 à 2007, l'IRC a été un partenaire important dans les Scénariis participatifs des ressources en eau Euro-med (EMPOWERS), une recherche-action multi pays (Egypte, Jordanie, Bande/Gaza occidentale) et un projet de développement menés par Care international Grande

Bretagne. Le projet était un simple exemple pour essayer de suivre une approche intégrée, en particulier au niveau du district. Il avait pour objectif de faire la promotion d'une approche des prestations de services et un cycle complet de planification.

### *Quelles sont les tendances en quatre décennies ?*

L'articulation de l'insuffisance de connaissances pour l'Approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement (AEHA) améliorés l'apprentissage conjoint et le partage de connaissances de l'IRC et des partenaires a été le fil rouge des 40 ans de l'IRC. Ensemble, nous avons influencé la politique du secteur sur les matières innovatrices. Nous avons combiné la connaissance et des compétences globales et locales depuis 1968 comme centre international de référence de l'OMS. Nous avons également publié des milliers d'articles de bulletins, des centaines de livres, des manuels et des vidéos. Certains de ces documents ont été traduits en langues

locales à l'usage des programmes locaux d'AEPHA. Nous avons aidé plus de 50 partenaires locaux et réseaux internationaux à devenir des organismes autonomes.

Quelles sont les tendances de notre travail lié au développement des secteurs de l'eau et de l'assainissement ? Le cadrage a changé au cours des décennies:

- **1968-1979** : principalement dans le développement de technologies (colonnes et filtration lente au sable) ;
- **1980-1990** : de la technologie à la participation communautaire ;
- **1990-2000** : de la participation communautaire à la gestion communautaire de l'approvisionnement en eau en milieu rural ; l'assainissement est progressivement introduit dans l'agenda ;
- **2000-2008** : une approche beaucoup plus intégrée de l'eau, l'hygiène et l'assainissement plus intense a été réalisé sur la durabilité, la réduction de la pauvreté et sur l'apprentissage pour le changement.

*Dick de Jong, IRC.*

## **Leçons de la phase de démarrage du programme WASHCost**

Les services durables d'approvisionnement en eau, hygiène et assainissement (AEHA) ne sont imaginables que quand il y a une bonne compréhension de ce qui est nécessaire et de combien cela coûte réellement. Les coûts du cycle de vie des services vont bien au-delà du simple calcul de frais financiers et incluent tous les équipements et logiciels requis pour que les services soient durables, de même que la connaissance et les compétences des personnes.

La compréhension des prix de revient unitaires du cycle de vie augmente au Ghana après le lancement du programme WASHCost. C'est un des acquis de l'équipe du Ghana neuf mois après le démarrage du programme WASHCost qui fonctionne également à Andhra Pradesh (Inde), au Burkina Faso et au Mozambique.

Les équipes du comté ont rejoint celles consultatives et de gestion globale lors d'une réunion de planification de cinq jours tenue aux Pays Bas en octobre 2008. Il s'agissait de jeter un regard rétrospectif sur les acquis et les étapes importantes autour des alliances d'apprentissage, du protocole de recherche, de la stratégie de communication, de l'évaluation d'impact et de la gestion de projets. La rencontre a aussi permis de planifier l'action et les ressources (pays et global) pour 2009, première année de mise en oeuvre. Parallèlement à cette "fin de réunion de phase de démarrage", un atelier a travaillé à produire conjointement avec les chargés de finances de l'IRC, un manuel financier WASHCost et un dispositif pour la production de rapport et de l'audit.

### *Le lancement au Ghana couplé à la formation*

M. Minuta Abomey, directeur de l'eau au ministère des Ressources en eau, des travaux et du logement a officiellement lancé WASHCost au Ghana le 9 septembre 2008 à l'hôtel Errata, à Accra. Un consultant a présenté l'évaluation institutionnelle et a donné un aperçu rapide du prix de revient unitaire dans le secteur. Les membres de l'équipe globale WASHCost, Catarina Fonseca et le Dr Kristin Komives ont apporté leurs contributions au cours de diverses séances organisées à l'intention de 52 participants. Le jour suivant, avec l'appui de l'IRC, une session, première d'une série de formations en gouvernance en matière d'AEHA, basé sur le paquet de gouvernance locale en matière d'AEHA de l'IRC a été offert aux acteurs du secteur.

Trois modules ont été retenus :

- financement et recouvrement des coûts
- planification stratégique
- suivi et évaluation.

Vingt cinq participants ont choisi trois modules supplémentaires et prendront part à des séances de formation de deux jours que WASHCost/IRC organisera tous les trois mois en 2009.



## **IRC 40 party**

Cadeau montre par le directeur de l'IRC, offert par M. Umesh Pandey le directeur du NEWAH pendant la célébration de 40ème anniversaire de l'IRC dans le Royal Tropical Institute à Amsterdam

*Photo: IRC Dick de Jong*



## Washcost au Burkina Faso : l'espoir d'une nouvelle gouvernance de l'eau

Le projet « *Quantifier le coût de fourniture des services d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement* » (WASHCost, en anglais), d'une durée de cinq ans ambitionne d'améliorer la gouvernance de l'eau à travers une quantification des coûts des services durables d'eau et d'assainissement et des facteurs qui les influencent, dans les zones rurales et semi urbaines au Burkina Faso, ainsi que dans trois autres pays du monde.

La méthodologie du projet repose sur :

- la recherche action participative pour la collecte et l'analyse des données sur un nombre représentatif de systèmes/projets ;
- la mise en place et l'animation d'une Alliance d'apprentissage (AA) entre les acteurs clés du secteur de l'eau, pour la mise en œuvre du projet ;
- le développement des capacités des acteurs sur la gouvernance de l'eau ;
- l'influence des stratégies et politiques par le biais de l'AA et la mise en place d'un Fonds spécial dénommé « Challenge Fund » pour promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur de l'eau.

Le projet va s'exécuter en 3 phases principales qui se complètent et se superposent, plus qui se chevauchent ou moins :

- 2008, phase 1 : le démarrage du projet va permettre son appropriation par les organisations partenaires et la mise en place de l'Alliance d'apprentissage ;
- 2009-2010, phase 2 : c'est la phase de recherche au cours de laquelle les informations sur les coûts des projets seront collectées et analysées pour l'amélioration d'une base de données et des outils de gouvernance ;
- 2011-2012, phase 3 : la phase d'influence/d'ancrage vise à influencer les stratégies et politiques à travers la mise en place des méthodologies appropriées pour susciter la prise de conscience et l'intégration des coûts unitaires désagrégés dans les systèmes de gouvernance du secteur de l'AEPHA. Le Fonds Spécial « Challenge Fund » fait partie des méthodologies de cette phase.



Participants de la première réunion

Le développement de capacités occupe une place de choix dans cette stratégie et constitue pour le CREPA, une façon de contribuer au transfert de compétences aux acteurs à la base en matière d'AEPHA. Dans ce cadre, WASHIRIKA, une boîte à outils a été conjointement élaborée par le CREPA et le Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC) pour le développement des capacités, le plaidoyer, la création des connaissances et la sensibilisation des acteurs. Pour le directeur général du CREPA, M. Cheick Tidiane Tandia, elle est la synthèse des résultats d'expériences, de nombreuses recherches, sous une forme opérationnelle, pratique et applicable dans divers contextes et à des échelles différentes. Il est actuellement en expérimentation au Burkina Faso et au Bénin.

Ce projet répond, selon le ministre burkinabè de l'Agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques M. Laurent Sédogo, « au souci du gouvernement d'œuvrer à améliorer la gouvernance du secteur de l'eau et de garantir l'accès des pauvres aux services durables. Il pense qu' : « à l'échelle 2011, les résultats de cet important projet doivent concourir à influencer les pratiques en matière de prise de décisions ». Déjà, lors de la première réunion d'information sur le projet, en juin 2008, le directeur général des ressources en eau du Burkina, Francis Bougairé avait reconnu que : l'« on ne peut apporter les services durables sans évaluer la question du coût ; sinon il y aura non accessibilité qui est synonyme de non satisfaction du besoin »

Zaré Souleymane, Assitan Tandia, CREPA siège  
(reseaucrepa@reseaucrepa.org)

## Projet SADIEau : vers une mise en place des points focaux

En prélude à son passage à une phase pilote, le projet dénommé Système africain de documentation et d'information sur l'eau (SADIEau) a organisé son premier atelier à l'attention de ses futurs points focaux. C'était du 27 au 30 octobre 2008 à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Le concept SADIEau vise à terme, à mettre en œuvre un système africain d'informations sur l'eau. Ce système a pour objectif majeur d'offrir un dispositif qui permet la mutualisation des expertises, des informations, des compétences africaines, pour améliorer la gestion de services d'eau et d'assainissement, ainsi que la gestion intégrée de l'eau, en améliorant les échanges d'informations. Une telle ambition, bien que noble, ne peut se concrétiser sans la participation des structures et acteurs africains intervenant dans la production de l'information relative au secteur de l'eau. En effet, il est avéré que le continent africain regorge d'une importante quantité d'informations sur l'eau. Cependant, l'accès à cette information n'est pas encore une chose aisée. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : faible pratique de la gestion de l'information par les acteurs concernés, problèmes de ressources, insuffisance même des capacités des acteurs en terme de gestion de l'information.

SADIEau constitue un cadre d'échanges et de diffusion de l'information sur l'eau. Ce n'est pas un site Internet de plus, mais le premier réseau d'organisations locales qui assurent un lien entre les utilisateurs finaux et l'information disponible, aidant ces derniers à identifier les questions et les réponses, à disséminer les innovations par le média le plus approprié, au coût le plus faible.

L'atelier de Ouagadougou a regroupé 12 organisations, identifiées par le comité de pilotage et susceptibles de constituer les points focaux de SADIEau et qui ont manifesté leur intérêt à adhérer à cet ambitieux projet. A cette occasion, le Coordonnateur des programmes du CREPA, M. Adrien Affogbolo a remercié la Commission européenne (Facilité ACP-UE pour l'eau), le ministère français des Affaires étrangères et européennes,



le Département pour le développement international (DFID, Royaume-Uni) pour l'appui qu'ils portent aux pays concernés par le projet.

En rappel, SADIEau est mis en œuvre par un comité de pilotage qui regroupe, outre le CREPA, l'Organisation de mise

en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), à travers le Réseau africain des organismes de bassin (RAOB), l'Office international de l'eau (OIEau), le Programme Solidarité eau (PS-Eau) et Water engineering and development (WEDC).

Souleymane Zaré, CREPA siège ([reseaucrepa@reseaucrepa.org](mailto:reseaucrepa@reseaucrepa.org)).

*Les participants de l'atelier SADIEau*

## Resources et Evenements

### Publications

CREPA/Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût /Ouagadougou/ BF. *Micro-credit d'appui à l'abonnement en eau potable de populations à faible revenu : Rapport final de l'étude diagnostique du projet de micro crédit d'appui à l'abonnement des particuliers aux branchements d'eau potable de l'ONEA au secteur 21 de Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso.* – Ouagadougou : CREPA, 2008, 31 p. ISBN : 978 2 917070 04 8

Ce document fait le point d'une étude de cas menée dans le secteur 21 de Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du Burkina Faso. Il s'est agi, pour le CREPA, en coopération avec l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) et le Projet d'amélioration des services urbains de base (PASUB) d'expérimenter un projet de micro crédit d'appui au branchement à l'eau potable de particuliers, selon des modalités qui tiennent compte de leurs capacités financières et de leur volonté de payer. Des enseignements utiles devraient être tirés de cette expérience qui reste à perfectionner. Le CREPA participe ainsi aux efforts entrepris, ici et là, pour trouver des formules pouvant augmenter le rythme de progression de l'accès à l'approvisionnement en eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement des populations défavorisées sur le continent et contribuer à l'atteinte des OMD.

CREPA/Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût /Ouagadougou/ BF. *Méthodologie de promotion du secteur privé en Approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement : synthèse de l'état des lieux au Bénin, au Burkina, au Mali, au Sénégal et au Togo, axes d'intervention du CREPA dans les pays du réseau, approche méthodologique.* – Ouagadougou : CREPA, 2008, 40 p. ISBN : 978 2 917070 03 1

Cet ouvrage est la suite logique d'un projet de recherche sur le secteur privé initié par le CREPA, dans le but d'intéresser les acteurs de ce secteur à la promotion de l'Approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement (AEPHA) dans les pays membres du réseau. L'un des objectifs de cette étude menée au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal et au Togo

est d'inventorier les corps de métiers intervenant dans l'AEPHA et qui, à la faveur de leur dynamisation, pourraient être des sources potentielles de création d'emplois, participant ainsi à la lutte contre la pauvreté. Le CREPA souhaite que les résultats de cette recherche contribuent à une meilleure connaissance du secteur privé dans l'AEPHA et, à travers les

propositions qui sont formulées, facilite sa prise en compte et son implication véritable dans les efforts entrepris pour améliorer les conditions de vie des populations aussi bien dans les zones urbaines qu'en milieu rural.

CREPA Siège ([crepa@fasonet.bf](mailto:crepa@fasonet.bf)), ([reseaucrepa@reseaucrepa.org](mailto:reseaucrepa@reseaucrepa.org)). Pour toute information complémentaire, contacter Mme Kabou Kambou

## Les sessions de formation du CREPA pour l'année 2009

Pour l'année 2009, le CREPA propose sept sessions de formations sur catalogue.

1. Approche genre dans le secteur de l'Approvisionnement en eau potable, l'hygiène et l'assainissement, 2-13 mars 2009, Burkina Faso
2. Décentralisation et renforcement des compétences des acteurs dans le domaine de l'Approvisionnement en eau potable (AEP) communautaire, 13-24 avril 2009, Mali
3. Formulation de projets et approche participative dans le cycle des projets, 4-15 mai 2009, Burkina Faso
4. Promotion de l'hygiène : planification et gestion pour un changement de comportement, 15-26 juin 2009, Niger
5. ECOSAN : gestion intégrée des eaux usées et excréta dans le contexte africain et options de traitement et de valorisation, 13-24 juillet 2009, Burkina Faso
6. Etablissement de partenariats public, privé et société civile du service d'eau et d'assainissement, 5-9 octobre 2009, Burkina Faso
7. Management des services de l'eau et d'assainissement, 16-20 novembre 2009, Bénin

Pour toute information complémentaire, contacter Mme Coura Bassolet/NDoye ([crepa2@fasonet.bf](mailto:crepa2@fasonet.bf)), responsable à la formation du Réseau CREPA ou ([reseaucrepa@reseaucrepa.org](mailto:reseaucrepa@reseaucrepa.org)). CREPA 03 BP 7 112 Ouagadougou 03, Burkina Faso, tél. : (+226) 50366210/50366211, fax : (+226) 50366209, Site web : [[www.reseaucrepa.org](http://www.reseaucrepa.org)].

*Sources Nouvelles Edition Spéciale* est publié tous les 3 mois par l'IRC (Centre International de l'Eau et de l'Assainissement) en collaboration avec le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA). *Sources Nouvelles - Edition Spéciale* existe en format papier et en format électronique.

Coordinateur/Editeur : Caridad Machín Camacho ([camacho@irc.nl](mailto:camacho@irc.nl))

Contributeurs : Christine Sijbesma ([sijbesma@irc.nl](mailto:sijbesma@irc.nl)) ; Stef Smits ([smits@irc.nl](mailto:smits@irc.nl)) ; Esther de Jong, ([esterdejong@gwalliance.nl](mailto:esterdejong@gwalliance.nl)) ; Kees Leendertse ([info@cap-net.org](mailto:info@cap-net.org)) ; Dave Trouba ([troubad@who.int](mailto:troubad@who.int)) ; Marie Quenum, et Kabou Kadio ([nouvellesource@yahoo.fr](mailto:nouvellesource@yahoo.fr))

IRC International Water and Sanitation Centre, P.O. Box 2869, 2601 CW Delft, Pays-Bas  
Tél. : +31(0)15 2192939, fax : +31(0)15 2190955, courriel : [general@irc.nl](mailto:general@irc.nl), site web : [www.irc.nl](http://www.irc.nl)

Vous pouvez vous abonner à *Sources Nouvelles* édition électronique (et simultanément à *Sources Nouvelles - Edition Spéciale*) sur la page Web de *Sources Nouvelles* : [www.irc.nl/source/lgfr/index.php](http://www.irc.nl/source/lgfr/index.php) ou bien en envoyant un courriel à l'adresse suivante : [sources-nouvelles-request@smtp.antenna.nl](mailto:sources-nouvelles-request@smtp.antenna.nl) avec en titre 'subscribe' et dans le corps du message : 'end'